

L'armée est *persona non grata* sur les campus

CLAIRANDRÉE
CAUCHY

L'armée n'est plus la bienvenue sur les campus collégiaux et universitaires. Le Centre de ressources sur la non-violence et un regroupement d'associations étudiantes collégiales ont lancé hier une campagne pour barrer la route au recrutement militaire sur les campus.

«On veut inciter les associations étudiantes collégiales à débattre au cours des assemblées générales, pour adopter des positions afin de contrer les campagnes de recrutement des Forces armées canadiennes», explique le porte-parole du centre, Alexandre Vidal, lui-même étudiant au Cégep Lévis-Lauzon.

La campagne a pris son envol hier à Saint-Jérôme, avec une tournée des classes. On prévoit également la tenue de kiosques et

la distribution massive de tracts aux étudiants. «Nous voulons informer les étudiants sur ce que les recruteurs ne disent pas au sujet de l'armée. Par exemple, lorsqu'on signe le contrat d'engagement, on est obligé de rester dans l'armée pour une période variant entre trois et neuf ans. Il est très difficile d'en sortir avant la période prescrite», poursuit M. Vidal.

Le principal argument des recruteurs, soit la promesse d'une éducation gratuite, est fallacieux selon le responsable de la campagne. Seule une minorité, soit environ 10 % des nouveaux soldats, verra sa formation universitaire payée par l'armée.

L'an dernier, l'association étudiante du cégep Marie-Victorin avait convaincu la direction de ne plus ouvrir les portes du collège aux recruteurs de l'armée. Les étudiants de l'université Concordia

avaient tenté de faire de même, mais sans succès.

L'armée a entrepris cette année la plus grosse campagne de recrutement de son histoire depuis la Deuxième Guerre mondiale. On prévoit augmenter, d'ici 2012, l'effectif régulier de 13 000 personnes et celui de la force de réserve de 10 000 personnes, sans compter le rem-

placement des 5000 militaires qui partent à la retraite chaque année.

Selon une étude effectuée pour le compte du ministère de la Défense nationale, dont *La Presse* faisait état hier, les jeunes de 18 à 24 ans forment la tranche d'âge la plus intéressée à s'enrôler.

Le Devoir